

M. Bell: Un peu comme pour Agnew. C'est une retraite anticipée.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, comme on a parlé du président du Conseil du Trésor, puis-je alors lui poser une question supplémentaire? Vu la réticence du gouvernement à payer des traitements convenables aux infirmières, le président du Conseil du Trésor affirmera-t-il sans équivoque que le gouvernement rejettera la recommandation visant à porter à \$60,000 par année le traitement des sous-ministres?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas pouvoir accepter la prémisse de la question, soit que l'offre n'était pas juste.

M. l'Orateur: A l'ordre. Des députés veulent poser des questions supplémentaires à ce sujet. La présidence donnera la parole au député de Champlain et au très honorable député de Prince-Albert, puis nous reviendrons à ce sujet.

* * *

[Français]

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

L'INTERVENTION POSSIBLE DU PREMIER MINISTRE DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE AU QUÉBEC

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Pourrait-il dire s'il interviendra directement ou indirectement dans la campagne électorale en cours dans la province de Québec, s'il considère que les intérêts du fédéralisme canadien sont menacés?

M. l'Orateur: Je doute que la question posée par l'honorable député soit recevable. De toute façon, qu'il suffise de dire qu'à mon sens elle est de nature hypothétique.

* * *

[Traduction]

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LA POSSIBILITÉ DE TRANSPORT DU PÉTROLE DU NORD PAR RAIL AU LIEU DE NAVIRES PÉTROLIERS—L'ÉTUDE COMPARATIVE

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné qu'un groupe de scientifiques et de professeurs de l'université Queen a recommandé il y a quelques mois qu'on recherche ailleurs la solution au problème des dangers de destruction de l'environnement que présente le transport du pétrole, y a-t-il actuellement au sein du ministère un groupe d'étude qui examine la possibilité de transporter le pétrole par une ligne de chemin de fer dont la construction prendrait plusieurs années? En quoi consiste la position actuelle du groupe d'étude?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Oui, monsieur l'Orateur, une étude est en cours sous les auspices du ministère des Transports et de mon ministère. L'équipe est composée de représentants du CN et du CP qui examinent l'opportunité de construire un chemin de fer septentrional qui assure-

Questions orales

rait le transport du pétrole, et nous comptons en recevoir un rapport vers la fin de l'année.

M. Diefenbaker: Une question supplémentaire. Je me demande si l'on a songé au meilleur emplacement possible pour le terminus, soit dans la ville de Prince-Albert?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, cela prend une importance plus qu'ordinaire.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LES DISPARITÉS RÉGIONALES EN MATIÈRE DE TRAITEMENTS—LE CAS DES DÉPUTÉS—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, ma question se rattache à celles que les députés de Winnipeg-Nord-Centre et de Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe ont posées plus tôt. Elle s'adresse au président du Conseil du Trésor. Étant donné le refus de ce dernier de commencer au moins à faire cesser graduellement au pays les inégalités régionales dans les traitements des employés qui relèvent de lui, le président du Conseil du Trésor songe-t-il sérieusement, afin d'assurer l'uniformité, à prévoir des mesures pour rémunérer aussi les députés sur une base régionale?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, comme la Chambre le sait sans doute, les dispositions salariales à l'endroit de la Fonction publique sont prises à la suite de négociations collectives aboutissant à une convention. A ma connaissance, les députés n'ont pas fait de proposition pour que leurs émoluments soient versés sur une base régionale.

M. MacKay: Le ministre peut-il alors expliquer pourquoi cette différence de traitement entre ce groupe d'employés fédéraux et d'autres de la Fonction publique qui s'acquittent de tâches semblables dans les diverses régions du pays?

M. Drury: Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit, les présentes dispositions relatives à la Fonction publique ont été prévues par des ententes conclues à la suite de négociations collectives. Une convention signifie simplement cela—une convention.

* * *

LES TRANSPORTS

LA PÉNURIE DE WAGONS À BOIS ET À GRAIN—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports et s'explique par les graves conséquences qu'a la pénurie de wagons couverts sur l'industrie et surtout l'industrie du bois d'œuvre de la Colombie-Britannique où quelque 4,500 wagons chargés de bois attendent d'être expédiés de l'intérieur, et le retard continuel qu'accuse le transport du grain des provinces de l'Ouest vers les ports. Le ministre peut-il nous dire s'il a eu des entretiens avec nos deux compagnies ferroviaires nationales, dont il pourrait nous faire part et s'il a recommandé d'accroître le nombre des wagons fournis à nos industries étant donné qu'il s'agit d'un problème chronique depuis plusieurs années?